



Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Budget annexe transport - Subvention du budget principal - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article L.2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les budgets des services publics à caractère industriel et commercial doivent être équilibrés en recettes et dépenses.

L'article L.2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales précise toutefois que l'assemblée délibérante peut prendre en charge dans le budget propre de la collectivité des dépenses au titre de ces services publics dans des cas spécifiques, justifiés en particulier par des impacts tarifaires, des contraintes de service public ou l'ampleur des investissements.

Dans le cadre de la gestion de son service public de transports de voyageurs, Montpellier Méditerranée Métropole a instauré une politique tarifaire attractive proposant une grille tarifaire adaptée permettant d'assurer le plus large accès aux usagers. A ce titre elle verse au délégataire une compensation de tarification sociale de 16 M€ en 2020.

De plus depuis septembre 2020, la Métropole a mis en place la gratuité des transports publics les week-ends pour les habitants de la métropole ainsi qu'une baisse des tarifs abonnements, soit un montant estimé à ce jour à 1 M€ à verser en complément au délégataire.

Des contraintes particulières de service sont également imposées au délégataire afin d'assurer un service public optimal, adapté aux contraintes et aux modes de vie des usagers, tant en termes de fréquences que de dessertes. En 2020, la Métropole a prévu de verser notamment au délégataire 0,4 M€ pour le service des minibus du soir et celui de L'Amigo.

Enfin, la crise sanitaire actuelle entraîne un surcoût exceptionnel estimé à 7 M€ en raison à la fois des mesures sanitaires mises en œuvre (désinfection, protection, distanciation, information clientèle) ainsi que de l'impact exceptionnel de la crise sur la fréquentation de ce service public maintenu.

Par ailleurs, un programme d'investissement d'ampleur a été mis en œuvre afin de développer une offre de transport performante et de qualité. Ces investissements ont notamment permis en 15 ans de construire quatre lignes de tramway, faisant du réseau de tramway de Montpellier l'un des plus étendus et des plus fréquentés de France. Ce développement du réseau de tramway se poursuivra notamment avec la future ligne 5 de tramway. A cela s'ajoutent les investissements liés au renouvellement du matériel roulant et aux gros travaux d'entretien des anciennes lignes de tramway, en cohérence avec les objectifs de développement durable et de qualité de service aux usagers voulus par la Métropole.

Ces investissements sont portés par la Métropole à partir de ses recettes propres, mais ils sont aussi financés par l'emprunt. En 2020 ces emprunts représentent un montant de 12 M€ de frais financiers.

Au-delà de ces éléments le budget annexe Transport devra aussi supporter une baisse significative de la recette de Versement Mobilité, estimée à 9,5 M€, suite à la crise sanitaire du COVID-19.

Pour l'exercice 2020, les principaux postes de dépenses et recettes s'établissent comme suit, conformément au budget primitif adopté le 31 juillet 2020 et à la décision modificative n°1 du 23 novembre 2020 :

En investissement, les dépenses comprennent y compris les restes à réaliser N-1 :

- Le remboursement du capital de la dette : 29 300 000 €
- Le refinancement de la dette : 35 000 000 €
- Les immobilisations incorporelles : 346 512,18 €
- Les immobilisations corporelles : 14 127 004,22 €
- Les immobilisations en cours : 28 172 789,08 €
- Les créances diverses : 12 113 888,59 €
- Les opérations patrimoniales : 23 270 273 €
- Les opérations d'ordre de transfert entre section : 14 200 000 €

- Reprise du résultat négatif antérieur reporté : 22 855 498,90 €

Les recettes d'investissement s'établissent comme suit, avec les restes à réaliser N-1 :

- Les subventions d'investissement : 1 347 000 €
- Les immobilisations en cours : 7 790,18 €
- Les réserves et dotations : 32 924 339,41 €
- Les opérations patrimoniales : 23 270 273 €
- Les opérations d'ordre de transfert entre section (inclus dotations aux amortissements) : 31 600 000 €
- Le virement de la section d'exploitation : 14 812 551,42 €
- Les emprunts et dettes : 75 424 011,96 €

En fonctionnement, les dépenses comprennent :

- Les charges à caractère général correspondants au chapitre 011 : 718 746 €
- Les charges de personnel et frais assimilés : 352 400 €
- Les restitutions de Versement transport : 80 000 €
- Les autres charges de gestion courante : 77 492 312,80 €, dont 16 020 025,40 € de compensations tarifaires sociales
- Les charges financières : 12 250 000 €
- Les charges exceptionnelles : 50 000 €
- Les dotations aux amortissements et valeur comptable des éléments d'actifs cédés: 31 600 000 €
- Le virement au profit de la section d'investissement : 14 812 551,42 €

Les recettes portent sur :

- Le versement transport : 86 000 000 €
- Les ventes de produits : 0 €
- Les compensations tarifaires Hérault transports : 660 000 €, les compensations sur la modification du seuil des assujettis : 675 000 €, le produit du forfait post-stationnement 1 247 935€ et les autres produits de gestion courante : 418 189,42 €
- Les atténuations de charges : 0 €
- Les reprises de la quote-part des subventions d'équipement transférées au compte de résultat : 6 200 000 €
- Les reprises sur amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles : 0 €
- Transfert de charges d'exploitation : 8 000 000 €
- Reprise du résultat antérieur reporté de fonctionnement : 15 954 885,80 €

Au total, le budget annexe transports de Montpellier Méditerranée Métropole fait apparaître un besoin de financement de la section de fonctionnement d'un montant de 18 200 000 €.

Dès lors, compte tenu de la politique tarifaire mise en œuvre, des sujétions particulières de service public imposées par la Métropole, et des investissements réalisés par la collectivité, une subvention versée par le budget principal au budget annexe transport est prévue à hauteur de 18 200 000 € au titre de l'exercice 2020. Le montant de cette subvention vient équilibrer le budget annexe en fonction des dépenses issues de la nouvelle DSP transport et des investissements prévus, et des recettes issues notamment du versement transport, tout en modulant l'autofinancement dégagé par ce budget annexe. L'absence de versement de cette subvention conduirait à une hausse excessive des tarifs, contraire à la politique volontariste choisie par la Métropole.

Le montant de cette subvention sera ajusté en fin d'exercice comptable en fonction des réalisations effectives de l'année 2020 et notamment de l'impact de la gratuité et du COVID-19, et de l'équilibre réel à atteindre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le versement par le budget principal au budget annexe transport d'une subvention de 18 200 000 € au titre de l'exercice 2020 ;
- de dire que les crédits sont prévus au budget principal 2020, chapitre 938 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148823-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.